

Intervention de Frédéric Boccara au CN du PCF du 16 janvier 2013

Je tiens à faire une information au Conseil national du Parti.

Il existe un conseil national du Front de Gauche, qui s'est instauré à partir de l'ex-conseil national de campagne du FdG. J'en suis membre, comme d'autres camarades ici. Il comprend aussi des personnalités.

Des textes circulent au sein de cette « structure ». Dernièrement 3 textes ont circulé : l'un sur de cadrage politique de la campagne pour une alternative à l'austérité, un deuxième sur l'organisation du FdG, sa structuration et son avenir, un troisième qui sont les 25 propositions économiques que le CN du PCF a eu hier en fin de journée. Jusqu'ici, je n'ai pas pris sur moi de transmettre à notre instance les différents textes.

1) Cela pose une question de fond, et je demande une clarification, nous en avons besoin. En effet, les textes du CN du FdG sont, ou peuvent, être utilisés pour « coiffer » le Parti, pour s'imposer au PCF et à son activité

La clarification est nécessaire sur le rôle et le statut de cette « structure », actuellement pérennisée :

- Est-ce une structure qui coiffe et chapeaute le parti ? Avec des textes qui s'imposent comme s'ils étaient des compromis entre différents partis ? Ce que je récuse.
- Est-ce une structure de discussion, de circulation des idées, etc. ? Ce que je crois utile.

Il ne peut y avoir non plus, à mon sens, une version pernicieuse d'une structure qui coiffe qui serait : « le PCF choisit ce qu'il veut...mais à l'intérieur des textes de cette structure ».

2) Car se posent plusieurs problèmes précis, outre le problème d'un PCF qui peut se trouver « coiffé » par cette structure :

- Sa composition : les communistes qui y sont, dont moi, n'y représentent pas le PCF (nous n'avons aucun mandat, nous ne sommes pas tenus de rendre compte)
- Il y a toutes sortes de membres de cette structure, notamment beaucoup de personnalités qui y sont à titre personnel.
- Dans le groupe désigné comme celui « des économistes », on trouve différentes personnes (environ 18 membres), au moins chaque composante du FdG a tenu à y désigner un économiste (qui n'est pas forcément membre de la composante qui le désigne). Deux responsables de la commission économique du PCF en sont membres, Denis Durand et moi-même, (mais pas son premier responsable, Yves) ce qui fait environ 2 sur 18 (on y compte par exemple 3 responsables de la commission économique du PG). Les décisions y sont prises sur un mode « consensuel », qui rappelle beaucoup les ex « collectifs anti-libéraux ». la discussion y est intéressante. Il a permis de confectionner quelques Tribunes larges et marquantes dans la presse. Mais on y note une forte tendance à toujours tout remettre sur le tapis... Ce qui ne facilite pas un travail d'élaboration vraiment original.

3) Un texte y a été élaboré, de 25 propositions. Il ne peut s'imposer au PCF

En effet, je n'y représentais pas la commission économique (même si je l'ai tenue étroitement informée).

4) Par ailleurs, pour information au CN, toujours, quelques éléments sur les débats que nous avons eu dans cette « structure » à l'occasion de la campagne « une alternative à l'austérité est possible ». Car nous y avons bien sûr des débats importants et pas faciles, dont on trouve la marque dans certaines faiblesses des 25 propositions même si le texte est *in fine*, en partie marqué par les apports originaux de la commission éco du Parti.

- **Le budget et la fiscalité** y sont majorés par rapport aux banques et à la finance, avec l'implicite que le vote du budget serait l'essentiel. D'une part, cela renvoie à une vision où il faut attendre une nouvelle majorité pour changer les choses, sans place pour des luttes immédiates. D'autre part, la fiscalité fait pas le poids face à l'énormité de la finance, avec des prélèvements qui fonctionnent souvent comme des corrections après coup. Alors qu'il s'agit d'inverser la logique.
- Précisément, sur l'inversion de logique, il y a eu refus d'introduire un paragraphe sur l'urgence d'établir une **fiscalité sur le capital**, et qui soit incitative à l'emploi. Tout particulièrement, il manque notre proposition communiste de rétablir la taxe professionnelle et de l'élargir radicalement, en incluant le capital financier des entreprises. Or, elle est fondamentale pour le financement des collectivités locales.
- Le texte est particulièrement faible sur les **services publics**, aussi bien sur leur importance décisive dans un nouveau type de développement et de croissance, que sur le nombre d'emplois publics annoncés. Aucune mention n'est faite de la RGPP devenue MAP (« maîtrise de l'action publique »).
- Il est très faible aussi sur la **protection sociale**, dans ses différentes dimensions, et sur son financement.
- La partie sur la **sécurisation** de l'emploi et de la formation est aussi assez limitée.
- Le dernier paragraphe sur les **banques** mérite d'être utilisé largement, y compris parce qu'il fait le lien entre ce qui est fait actuellement par Hollande (la Banque publique d'investissement, BPI) et la possibilité pour les luttes de s'en saisir dans une perspective radicale.

A partir des propositions économiques un point de débat très politique recoupe des questions stratégiques lourdes, et le texte en garde la trace. A savoir : s'agit-il de proposer un bloc programmatique plaqué, renvoyant à l'État et aux prochaines législatives (sous-estimant parfois la profondeur des transformations nécessaires) ? ou s'agit-il d'avancer à partir de ce que fait Hollande (BPI, contraintes sur les services publics, y compris locaux, accord patronal sur l'emploi) pour nourrir les luttes et construire des mobilisations sur la base du rassemblement le plus large, sur le terrain. Et ceci, à partir de nos positions municipales, avec tous, au lieu de jouer la « politique du pire », tout en donnant à voir la radicalité et le besoin de transformations profondes.

- 5) Je demande donc une clarification sur le statut de cette « structure » et des textes qu'elle peut être amenée à produire, car
- il est besoin d'initiatives du PCF et de son autonomie, notamment pour la campagne qui vient et non de le coiffer par une structure qui ne dirait pas son nom
 - il est besoin d'élargir le rassemblement et de le populariser en lien aux luttes
 - à partir des territoires et des besoins d'emplois, de services publics.